

## **NOTE A LA COMMISSION**

### **LIVRE VERT**

## **L'INTERCONNEXION DES REGISTRES DU COMMERCE**

**1/ Les parties intéressées sont invitées à dire si, de leur point de vue:**

- **un réseau amélioré des registres du commerce des États membres est nécessaire;**
- **les modalités d'une telle coopération devraient être arrêtées dans le cadre d'un «accord de gouvernance» conclu entre des représentants des États membres et les registres du commerce;**
- **il y aurait une valeur ajoutée dans le fait de connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.**

La constitution d'un réseau électronique regroupant l'ensemble des registres du commerce des vingt-sept Etats membres paraît souhaitable, dans la mesure où elle permettra d'améliorer l'accès aux informations légales sur les sociétés, ce qui est de nature à renforcer la protection des intérêts des associés et des tiers.

Il serait rationnel dans ce cadre d'utiliser les ressources développées au sein du réseau EBR, auquel pourraient venir se joindre les registres des neuf Etats membres qui n'en font pas partie à l'heure actuelle.

Ce réseau devrait notamment permettre :

- de rechercher les informations légales sur une société ou une succursale sans avoir à consulter l'un après l'autre les différents registres des Etats membres ;
- d'accéder à une présentation synthétique des informations légales uniformisée au niveau européen ;
- d'accéder à ces informations légales dans l'ensemble des langues officielles de l'Union.

Cette présentation uniforme ne devra cependant conduire ni à la disparition des registres locaux et nationaux, ni à l'appauvrissement du contenu de la publicité légale.

L'insertion, dans la première directive sur le droit des sociétés, d'une base légale invitant les Etats membres à interconnecter leurs registres du commerce est envisageable, sous les réserves exprimées au paragraphe précédent.

Il apparaît cependant judicieux, une fois cette base juridique posée, de laisser les Etats membres organiser sur un fondement contractuel les modalités de l'interconnexion. Relèverait notamment de cette démarche contractuelle la définition des fonctions du réseau de registres interconnectés.

L'interconnexion de ce réseau électronique avec celui prévu par la directive sur la transparence est envisageable, puisqu'étant de nature à faciliter la recherche d'informations légales sur les sociétés cotées.

## **2/ Les parties intéressées sont invitées:**

- **à dire quelle solution ou combinaison de solutions a leur préférence aux fins de faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège;**
- **si elles sont favorables à la solution proposée concernant la transmission d'informations sur les succursales étrangères.**

Il apparaît nécessaire, dans le cadre du réseau de registres évoqué au 1/, d'accroître la coopération entre les différents registres du commerce dans les procédures transfrontalières. Cette coopération renforcée devrait notamment permettre d'effectuer de manière systématique et rapide les inscriptions modificatives nécessitées par des fusions transfrontalières ou des transferts internationaux de siège social. Elle devrait aussi permettre d'actualiser de façon automatique les inscriptions relatives aux succursales étrangères en cas de changement dans les statuts ou la situation des sociétés dont elles dépendent.

Le recours aux solutions et outils développés dans le cadre du projet BRITE permettrait certainement d'atteindre cet objectif de coopération renforcée. Cette question aurait naturellement vocation à être réglée lors des discussions entre Etats membres relatives aux modalités de création ainsi qu'aux fonctions du réseau de registres.

Un recours simultané aux techniques développées dans le cadre du projet BRITE et du système IMI est également envisageable. Il aurait pour avantage d'accélérer le renforcement de la coopération entre les registres, les vingt-sept Etats membres étant d'ores-et-déjà utilisateurs de cet outil informatique.